



Lundi 22 janvier 2024

Face à Macron et ses accents guerriers, réarmons nos luttes !

Lors de son show télévisé la semaine dernière, Macron a fait assaut de blabla, d'autosatisfaction et d'appels du pied toujours plus francs à l'extrême droite. Il prétend combattre le Rassemblement national... en reprenant sa politique ! Pour un peu, il aurait entonné « Travail, Famille, Patrie », la devise du maréchal Pétain, à qui il avait d'ailleurs rendu hommage en novembre 2018...

Vers l'extrême droite, toute !

Son remaniement est à l'image de sa politique : un gouvernement de la bourgeoisie, par la bourgeoisie, pour la bourgeoisie. Non content d'avoir débauché la sarkozyste Rachida Dati pour le ministère de la Culture et la « républicaine » Catherine Vautrin, homophobe intégriste, pour le ministère du Travail et de la Santé, Macron a aussi bombardé ministre de l'Éducation Amélie Oudéa-Castéra, en plus du ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques. Une véritable championne dans sa catégorie, car elle a réussi à braquer d'entrée de jeu profs et parents d'élèves, en affichant avec fausse candeur tout son mépris social pour l'école publique, bonne pour les pauvres, même dans le 6e arrondissement de Paris...

Réarmement, réarmement !

En dépit des bourdes les plus stupides et des casseroles judiciaires des uns ou des autres, ce nouveau gouvernement est bien plus qu'un simple ravalement de façade. Le discours guerrier de Macron et toute sa politique en témoignent.

Pour le volet « travail », Pôle emploi devient France travail, et depuis le 1er janvier, le refus à deux reprises d'un CDI suite à un CDD ou à une mission d'intérim peut entraîner la suspension des indemnités de chômage. Pour contraindre à accepter n'importe quel emploi. Pour le volet « famille », Macron parle de « réarmement démographique », comme s'il pouvait disposer du corps des femmes et de leur choix d'avoir ou non des enfants ! Et il embraye sur le thème de la « patrie » : veut-il disposer de cette jeunesse comme de chair à canon, dans le cadre d'une prochaine guerre ? Son soutien sans faille à l'État d'Israël qui massacre à Gaza montre non seulement que ça ne le gênerait pas, mais encore que c'est bien ce à quoi il voudrait nous préparer.

Uniforme à l'école, apprentissage de la Marseillaise, réarmement civique et mise en place d'un service national universel : une chose est sûre, Macron veut mettre la jeunesse au pas.

« Retour à l'ordre », mais un ordre social à bousculer !

Il défend l'ordre qui permet aux plus riches de faire leurs affaires en toute tranquillité... D'où les tentatives de diviser les travailleurs selon leurs origines, en allant fouiller les poubelles du RN pour introduire dans sa loi raciste Immigration la notion de « préférence nationale ». Reprendre la politique du RN permettrait de lui couper l'herbe sous le pied ? Plutôt de lui paver la voie !

Il n'y a évidemment rien à attendre de ce gouvernement. La politique annoncée par Macron est une déclaration de guerre aux classes populaires. Y compris cette loi Immigration, contre laquelle des manifestations nombreuses ont eu lieu le week-end dernier, qui va paupériser encore plus les travailleurs étrangers.

Face à ce gouvernement des riches, la seule issue sera dans nos luttes. Coordonnons nos colères, face à un pouvoir qui n'est peut-être pas si sûr de sa force : dès que ça bouge du côté des travailleurs ou des agriculteurs, comme aujourd'hui en Europe, ressurgit le spectre des Gilets jaunes.

Raison de plus pour que les travailleurs se fassent entendre : l'union nationale dont rêvent les riches et les gouvernants à leur solde, ils peuvent se la garder : nous n'avons pas les mêmes intérêts, nous ne sommes pas du même monde, ils nous le font assez sentir ! Défendons l'union du monde du travail et réarmons nos luttes !

Pour 4 semaines de congé d'été !

Montage, équipe B, lundi 15, une centaine de salariés ont débrayé pendant près de 3 heures, les chaînes ont été à l'arrêt. Le patron veut positionner seulement 2 semaines de congés en août, mettre la 3^e semaine fin octobre, et la 4^e devra être placée dans l'année et être validée par les RU et RG en fonction des besoins de la production. Ce débrayage est un premier avertissement : imposons 4 semaines de congés en été pour tous ceux qui le souhaitent !

Touche pas à mes congés !

Pour les autres usines d'assemblage (Sochaux, Mulhouse, Rennes, Sevelnord-Hordain), de mécanique, et les fonderies, la direction de PSA a prévenu lors des réunions qu'elle voulait 2 semaines de congé en août. Si la direction arrive à faire passer son projet cette année, elle voudra que ce soit comme ça chaque année. La direction rêve de faire main basse sur nos congés pour les utiliser quand ça l'intéresse : en fonction de l'approvisionnement et des travaux, à la place du chômage...

Les vacances c'est fait pour se reposer, voir la famille... pas pour faire économiser le patron.

La sécurité n'est pas sa priorité

La semaine dernière, alors que la météo était catastrophique pour la circulation, la direction a quand même insisté pour faire tourner l'usine le plus possible. On risque les accidents de voiture... Pour ne même pas produire car il manquait des pièces. Absurde !

Dopé par notre exploitation

Le 15 février Stellantis va publier ses résultats annuels de 2023. En 6 mois, elle avait déjà gagné 10,7 milliards d'euros en nous exploitant. On s'attend à un nouveau record... pour les actionnaires sur notre dos. Pour augmenter nos salaires, il faudra forcer le patron.

Fabricant de profit et de chômeurs

Fin février l'usine de PSA Rennes passera de deux à une équipe et demi. 200 des 300 intérimaires sont en train d'être virés. Comme à PSA Poissy, où 300 intérimaires ont été mis à la porte, la direction n'a aucune reconnaissance pour eux.

La direction aurait pourtant les moyens de les garder et de partager le travail sur les chaînes.

Flexibilité à outrance

Pendant 3 semaines, l'usine Fiat Mirafiori près de Turin en Italie, qui produit la Fiat 500 électriques et des Maserati, va être à l'arrêt : 2 250 salariés seront au chômage. La direction fait carburer sur les chaînes pour ensuite renvoyer les salariés chez eux avec des pertes de salaires dès que les commandes baissent. Quelles que soient nos nationalités, il va falloir que les ouvriers s'unissent pour imposer le maintien des salaires.

Le profit avant tout

Fin 2023, suite aux révélations d'un lanceur d'alerte, Daihatsu, une filiale qui assemble des Toyota, a annoncé qu'elle a falsifié les crash-tests sur 64 modèles pendant 10 ans. Les dirigeants se sont excusés, expliquant à la presse : « nos employés sont sous pression et ils se démènent pour toujours réduire les coûts et les temps de production. Certains ont pensé qu'ils n'avaient pas d'autres solutions que de commettre des irrégularités ». Un bel aveu de leur politique... pour mieux rejeter la faute sur leurs salariés.

Les vrais responsables ce sont les dirigeants qui leur mettent la pression et qui ferment les yeux sur la sécurité du client comme des ouvriers.

Une avocate dévouée au patronat

La nouvelle ministre de la culture Rachida Dati s'est plus illustrée par ses activités plus ou moins légales dans le monde patronal que par son goût pour la culture. La maire du très chic 7^e arrondissement de Paris est par exemple mise en examen pour avoir touché plus de 900 000 € d'une filiale néerlandaise du groupe Renault-Nissan entre 2010 et 2012 (25 000 € par mois) alors qu'elle était députée européenne. Elle prétend avoir conseillé Carlos Ghosn comme avocate, mais la justice la soupçonne d'avoir fait du lobbying illégal pro-Renault auprès de l'Union Européenne.

Pas de quoi gêner Macron ou Attal. Au contraire, rendre service aux patrons c'est sur sa fiche de poste !

Il va y avoir de l'électricité dans l'air

Rassurez-vous, dit Bruno Le Maire, si j'augmente au 1^{er} février l'électricité entre 8,6 % et 9,8 % selon les heures, en augmentant les taxes, promis juré la hausse suivante ne sera que dans un an. Et c'est pour votre bien ajoute Macron : « Une partie des prix de l'énergie sert à financer notre programme nucléaire. » Une perspective rayonnante...

Et les salaires eux ? Un coup de grisou de grèves dans tout le pays pour 20 % d'augmentation et pas de salaire inférieur à 2 000 euros net, pour que patrons et gouvernement pètent les plombs et soient obligés de craquer devient de plus en plus urgent. On commence à tous y penser.

Les jeunes refusent la loi Darmanin-Le Pen

Une nouvelle matière s'est ajoutée à l'emploi du temps habituel des lycéens parisiens en cette rentrée 2024, avec la tenue d'une assemblée générale inter-lycée de plus de 150 jeunes.

Au programme ? Des blocus coordonnés pour la semaine suivante. Avec six lycées bloqués à Paris et une manifestation de 250 lycéens, malgré la répression administrative et policière, on peut dire que les devoirs ont été faits !